

Unité départementale du Finistère

Quimper, le **21 DEC. 2022**

Références : ENV-D-22. 0501

Affaire suivie par : Fabienne DAOUDAL
Téléphone : 02.90.08.55.55
Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

QUINIOU Laurent SARL CARRIERE

Saint Sébastien
29120 TREMEOC

Code AIOT : 0005502690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement QUINIOU Laurent SARL CARRIERE implanté ST SEBASTIEN 29120 TREMEOC. L'inspection a été annoncée le 03/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUINIOU Laurent SARL CARRIERE
- ST SEBASTIEN 29120 TREMEOC
- Code AIOT : 0005502690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL QUINIOU exploite une carrière de granite. Le granite est destiné soit à la taille pour de la roche ornementale ou au concassage pour répondre à la demande de gravillons des paysagistes et particuliers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect des conditions d'exploitation et des modalités d'autosurveillance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 22/01/2001, article 10

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire Arrêté préfectoral du 22/01/2001
1	Volume d'activité	article 1
2	Affichage	article 3.1
3	Accès sur la carrière	article 5.1
4	Principes d'exploitation	article 6.1.
6	Garanties financières	article 14

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploitation sont satisfaisantes. Aucune plainte relative au fonctionnement de la carrière n'a été recensée. De ce fait, la mesure des émissions sonores sera réalisée en 2023 en période de fonctionnement du concasseur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2001, article 1			
Thème(s) : Risques chroniques, Volume d'activité			
Prescription contrôlée :			
<p>La SARL QUINIOU Laurent dont le siège social est situé à Ménez Yeun – 29720 PLONEOUR-LANVERN est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de TREMEOC au lieu-dit "Saint-Sébastien", une carrière à ciel ouvert de granite et les installations annexes de premier traitement des matériaux, dont les activités au regard de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont répertoriées comme suit :</p>			
ACTIVITÉS	CAPACITÉ MAXIMALE	RUBRIQUE	RÉGIME
Exploitation de carrière.	30 000 t/an	2510	A
Broyage – concassage – criblage de produits minéraux naturels	Puissance installée : 70 kW	2515	D
Constats :			
La production moyenne est de 5 500 tonnes. Le niveau d'activité autorisé est respecté.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 2 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2001, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant devra mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractère apparent : <ul style="list-style-type: none">▪ son identité,▪ la référence de l'autorisation,▪ l'objet des travaux,▪ l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Constats : Le panneau comprenant les informations prévues à l'article 3.1. est présent à l'entrée unique de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Accès sur la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2001, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Accès sur la carrière
Prescription contrôlée : Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, seront maintenus en bon état. Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations. En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.
Constats : Le site est clos pour partie par des clôtures, pour partie par des talus végétalisés. La hauteur et la densité de la végétation constitue une barrière efficace vis à vis du risque d'intrusion. Le portail est fermé à clé en l'absence de personnel sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Principes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2001, article 61.
Thème(s) : Risques chroniques, Principes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations de décapage et de stockage provisoires des matériaux de découverte seront réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles. <ul style="list-style-type: none">▪ Les terres végétales de décapage seront stockées en merlon en limite Ouest. Une partie de ces terres sera utilisée pour compléter les talus existants.▪ L'exploitation sera réalisée en fouille.▪ Les extractions seront effectuées en associant minage et moyens mécaniques.▪ Les matériaux non commercialisables en tant que pierres de construction ou dallages seront concassés et criblés.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté l'absence de stockage de terre végétale. L'exploitation est réalisée en fouille. Il y a environ un tir de mine par an puis une extraction à la pelle. Les matériaux concassés sont destinés aux paysagistes et particuliers et correspondent à une demande forte en gravillons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2001, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores

Prescription contrôlée :

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour – jardin – terrasse ...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieures à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

⇒ 5 dB(A) pour la période allant de 6 H 30 à 21 H 30.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Il n'y a pas d'activité en période de nuit ainsi que les dimanches et jours fériés.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-dessous et au plan ci-joint.

Ce tableau fixe les points de contrôle caractéristiques et les valeurs correspondantes des niveaux-limites admissibles :

Points de contrôle	Jour (6h30-21h30)
	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB(A)
Limites Ouest et Nord	46
Limites Est et Sud	65
Points 1 et 2	contrôles de l'émergence

Il est procédé à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus au moins tous les trois ans.

Constats :

L'exploitant a réalisé des mesures le 5 mai 2021 par le cabinet JLBI acoustique.

Il s'avère que cette campagne concerne des mesures relatives à l'exposition du personnel au bruit et aux vibrations et non des mesures environnementales.

Observations :

Considérant le droit à l'erreur, les devis en cours et l'engagement de l'exploitant à réaliser les mesures en 2023, les suites proposées restent à l'état de susceptible de suites. L'inspection veillera à la transmission de la commande signée sous quinzaine et la réalisation des mesures avant fin 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2001, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'attestation de renouvellement de la garantie financière devra être adressée par le bénéficiaire au Préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours.
Constats : La garantie financière a été adressée dans les 6 mois précédant l'échéance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

